



Sénat Souverain de Savoie

Gouvernement de transition

Probité – Respect – Transparence

1



COURRIER DE CONTESTATION aux ADMINISTRATIONS FRANCAISES sur le territoire de Savoie.

**Fin historique du dépouillement des savoisiens « sans défense »
par les dirigeants de la République Française.**

Vous trouverez ci-dessous les documents officiels (*le courrier de contestation est à adapter en fonction de ce que vous contestez, ex amende, impôts, RSI, Tva, Urssaf, etc ...*) à renvoyer aux divers services français « quémandeurs invétérés » d'argent alors qu'ils n'en ont strictement plus aucunement le pouvoir dorénavant.

Si ce n'est de façon putative donc illégale, afin de continuer de ponctionner de l'argent gaspillé en outre en conflits guerriers et dangereux, nuisibles à tous et à la Savoie qui est neutre ; que ce soit la TVA, les divers impôts français, le RSI ou toutes autres taxes fiscales et parafiscales tricolores...

Il vous suffira désormais de compléter, d'adapter, de diffuser, d'utiliser les documents ci-dessous.

L'Entreprise française n°100000017001 ne peut juridiquement plus rien de valable contre nous ; les tribunaux et procédures sont bloqués si on le demande et la sentence ONUSIENNE va bientôt tomber – En attendant cette délivrance rien ne peut être intenté de sérieux contre quiconque oppose aux lois françaises les documents officiels ci-joints.

La Cour d'appel de Chambéry vient d'ailleurs de confirmer par la voix de son bâtonnier PUIG, l'obligation qu'ont les avocats de jouer leur rôle et donc de fournir aux savoisiens les aides et documents Internationaux qui leur permettent la reconnaissance du Droit à la décolonisation !

Le problème international de la Savoie étant officiellement celui-là.

Les bruits de bottes dans le monde et principalement en Europe se font de plus en plus entendre, et deux blocs sont en train de se former.

La Savoie est neutre au même titre que la Suisse, le **20 novembre 2015** sonnait comme un coup de tocsin l'anniversaire des 200 ans du Traité de Paris du 20 novembre 1815, par lequel la Suisse et la Savoie devenaient neutres et libres !

La guerre ce ne sera pas pour nous, ce ne sera plus jamais pour un enfant de Savoie connaissant ses droits et que ses parents lui ont transmis ou enseigné.

C'est une promesse qui sera tenue ; elle est garantie par la Charte de l'ONU et le Droit international.

Il ne s'agit pas de lâcheté mais bien au contraire de courage.

La saisine à l'ONU du 20 novembre 2020 et diverses actions judiciaires internationales sonneront bientôt, dès 2021 le glas de toutes décisions et actions françaises en Savoie. (sur demande)

Pour l'Heure, Soyez nombreux, Soyons les plus nombreux possibles, à contester, à exiger des remboursements, des comptes spéciaux d'attente et à refuser les prélèvements d'argent opérés injustement et illégalement par la République française, en vous appuyant sur le Droit international, notre Pays va spectaculairement survivre à la Crise mondiale et française en particulier.

Car le moment est venu de se poser les bonnes questions :

Si on y pense enfin sérieusement et avec nos cœurs unis dans l'esprit de la Patrie, moins par notre porte-monnaie ou nos bas de laine menacés ; nous sommes déjà et serons bien mieux unis dans le recueillement du souvenir des anciens martyrisés ici, par les guerres et l'instinct de protection envers nos enfants pris pour de la chair à canon

La question devient simple :

Sommes-nous tous capables de surseoir nos paiements à compter d'aujourd'hui ...et pour toujours ? Réponse OUI si l'on connaît ses droits et se veut courageux.

Une variante pour les frileux?

Ou de ne payer que la moitié... et l'autre en photocopies de saisine

Une alternative pour les pessimistes ?

Verser la somme mais sur un compte de provision spécial en accord avec l'administration ou entité française la réclamant.

Les trois réponses sont radicales, presque aussi efficaces toutes les trois.

Un petit QCM vous aidera peut être?

O: OUI et nous le savons

O: OUI nous le pourrions et bien rigoler en protégeant nos enfants il y a urgence

O: OUI mais nous nous en foutons comme de notre première luge et puis on a peur d'être tout mouillé ou d'être paralysé dans la pente en Savoie, c'est hélas bien connu...

3

Barrer chaque acte juridique, décision ou pv en travers en rouge, et noter toujours en rouge : « illégitime dans l'État de Savoie, à faire suivre au quai d'Orsay »

- Déclaration du 26 août 1789 des droits de l'homme et du citoyen.

Article 18

Les représentants du peuple français, constitués en Assemblée nationale, **considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des gouvernements**, ont résolu d'exposer, dans une déclaration solennelle, les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme, afin que cette déclaration, constamment présente à tous les membres du corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits et leurs devoirs ; afin que les actes du Pouvoir législatif et ceux du Pouvoir exécutif, pouvant être à chaque instant comparés avec le but de toute institution politique, en soient plus respectés ; afin que les réclamations des citoyens, fondées désormais sur des principes simples et incontestables, tournent toujours au maintien de la Constitution et au bonheur de tous. - En conséquence, l'Assemblée nationale reconnaît et déclare, en présence et sous les auspices de l'Etre Suprême, les droits suivants de l'homme et du citoyen.

ARGUMENTAIRES HISTORIQUES

La Savoie est un Etat libre indépendant et souverain.

Toute administration française, quelle qu'elle soit et sans aucune exception, est putative et illégitime sur le territoire historique de la Savoie (ex-départements 73 et 74, ainsi que le 06, historiquement lié).

En effet, il s'agit d'un problème juridique prioritaire car ***relevant du Droit International Public ET de la Constitution Française en vigueur***. Sachant que les ex-départements français 73 et 74 (plus le 06 lié), ont été créés artificiellement, vous ne pouvez l'ignorer, par un traité international d'annexion signé à Turin le 24 mars 1860 c'est-à-dire durant la période d'expansion coloniale de la France du second empire.

Or, depuis le 20 novembre 2015, il existe un problème que votre administration ne peut ignorer : celui d'une abrogation démontrée du Traité de 1860 par pure application de l'article 44§3 du Traité du 10 Février 1947 issu de la conférence de Paix tenue à PARIS du 29 Juillet 1946 au 15 Octobre 1946. Voir « Saisine ONU sur demande ».

Votre administration qui est sous l'autorité du Droit Français pourrait-elle être, hors la loi internationale sur le territoire national de la Savoie historique (et du Comté de Nice) ? Nous avons saisi toutes les juridictions compétentes, y compris supranationales ou pénales en cas par exemple de commission du délit d'ABUS D'AUTORITÉ (et/ou de CONCUSSION) prévu et réprimé de 7 Ans d'emprisonnement et de 100.000 Euros d'amende (article 432-4 du code pénal français en vigueur).

Le Sénat Souverain de Savoie, Gouvernement de transition déclaré officiellement et publiquement le 4 octobre 2020, n'hésitera pas, si nécessaire, à apporter charge de la preuve ainsi que des cas de jurisprudences avérées, *avec la circonstance aggravante d'une commission en réunion commis par des individus se présentant comme appartenant à une fonction publique.*

Pour votre information, je vous rappelle aussi que le combat armé légitimé des peuples sous domination coloniale EST EXPRESSEMENT AUTORISE par de multiples résolutions de l'Assemblée Générale de l'ONU (Résolutions 1514, 2105, 2022, 2074, 2107, 2185, 2262, 2326, 2536, 2548, 2652, 2704, 2707, 2708 dans l'exercice de leur droit souverain à l'indépendance (***et également l'article 35 de votre constitution que vous devriez réviser, et qui déclare l'insurrection comme "le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs"***)).

Vos services doivent l'entendre et ne surtout pas jeter d'huile illégale sur le feu couvant du Droit international de la décolonisation. Nous sommes des milliers de Savoisiens déterminés à faire respecter nos droits. J'en veux pour preuve le dépôt le 19 / 02 / 2019, de la demande officielle d'indépendance de l'État de Savoie auprès de la Cour Internationale de Justice de La Haye et de la restauration du Sénat Souverain de Savoie.

L'abandon de vos poursuites, ou risques de poursuites, s'impose aujourd'hui, pour calmer les esprits et éviter un embrasement général, et une descente en force dans vos services, ce qui n'est évidemment pas souhaitable. Le Senat Souverain de Savoie, Gouvernement de Transition vous ordonne d'appliquer ces directives à toutes les affaires référencées dans ce courrier, mais également et très généralement à tout citoyen résidant sur le sol des ex-départements 73, 74, et 06

DECLARATION OFFICIELLE

« Ce n'est pas la vérité qui doit s'incliner devant la France, c'est la France qui doit s'incliner devant la vérité. Pourquoi ? Parce que la France vraie est la seule France que l'on puisse admirer et devant laquelle on peut vraiment s'incliner.

Il est donc urgent que la France s'agenouille et que son Président admette l'abrogation juridique du traité d'annexion de la Savoie et ainsi, reconnaisse officiellement les droits à la Liberté, à l'Egalité et à la Fraternité de ce peuple voisin.

C'est à ce seul noble prix que ce Nouvel Etat souverain, libre et indépendant et que toutes ses populations savoyardes de cœur, pourront rester alliés de la France malgré, je n'ai pas peur des mots, les génocides et l'ethnocide français qui ont été malheureusement commis en Savoie, au préjudice de son peuple, durant un siècle et demi ».

Cette abrogation juridique du Traité de TURIN du 24 mars 1860 est une évidence qui s'impose d'autant plus à la France aujourd'hui, qu'elle résulte du Traité de Paix signé à PARIS, sa capitale, par toutes les puissances victorieuses de la seconde guerre mondiale, le 10 février 1947».

Me. Fabrice BONNARD, le 2 juillet 2011

La Savoie constitue l'une des plus vieilles nations d'Europe. Elle a été rattachée à la France, en 1860, par un [traité d'annexion](#). La France n'a pas respecté les clauses de ce traité d'annexion (zone neutre et zone franche). C'est, la Ligue Savoisienne, créée en 1994, qui l'annonçait publiquement pour la première fois. En restituant ainsi au Peuple Savoisien son histoire et fondé son audience sur la démonstration de la caducité du [traité d'annexion de 1860](#).

Loin d'être une utopie, la reconstitution de la Savoie en Etat européen n'est que la suite logique d'un long parcours historique et politique. La souveraineté peut permettre à la Savoie de reprendre sa marche en tant qu'Etat européen indépendant, de reconstruire un pays dont les fondements démocratiques seront renforcés, de retrouver une prospérité fondée sur l'ouverture économique et culturelle sur l'Europe, basée sur mille ans de contacts commerciaux, artistiques ou encore scientifiques. Bien plus qu'un simple séparatisme, ce processus peut servir de modèle à de nombreux peuples de notre continent, pour aller au-delà des grands états centralisateurs, qui, à l'aube du troisième millénaire, se révèlent comme des obstacles à l'expression de la démocratie et aux échanges internationaux.



L'Etat Souverain de Savoie n'établit aucune différence entre Savoie et Haute-Savoie : pour nous il n'existe qu'une Savoie, divisée en sept provinces correspondant à des unités géographiques et économiques. Les savoisiens sont admis quelles que soient leurs préférences politiques, religieuses et philosophiques dans le contexte français. Ils sont tous des Savoisiens et personne ne leur demandera pour qui ils ont voté et quelles sont leurs idées. Sociologiquement, les savoisiennes et savoisiens viennent de toutes les classes de la société : ils sont employeurs et salariés, citadins et ruraux, chômeurs et employés, retraités et actifs, etc. Toutes les divisions sociales sont momentanément abolies par l'union autour de ce seul projet : restaurer la souveraineté savoisienne. Plus largement, l'Etat de Savoie uni ceux que la légalité française avait séparés et quelquefois opposés : Français et Etrangers, qu'importe pourvu qu'on se déclare Savoisien ! Dans la vie de tous les jours, il se trouvera plus d'un prétendu immigré plus proche des intérêts de la Savoie qu'un Français fraîchement débarqué de Paris ou de Lyon pour dicter sa loi aux Savoisiens. Savoisiens de naissance et vivant sur son sol. Savoisiens de cœur, tous ont leur place au sein du **Sénat Souverain de Savoie actuel Gouvernement de Transition**, qui n'est en aucun cas un mouvement à base ethnique ou raciale, mais un mouvement national et citoyen !

ANNEXES

Madame, Monsieur :

Demeurant à

Objet : LRAR motif :

*Service concernées exemple Centre des
impôts, préfecture etc...*

Réf de la pièce contestée

.....

.....

Lieu d'habitation, date.....

Messieurs de la Trésorerie et du Tribunal,

Depuis le 20 novembre 2015 le Conseil National des Etats de Savoie et son Peuple ont fait la démonstration officielle et internationale des Droits attachés à ce Pays souverain et indépendant durant plusieurs siècles.

Ils les ont en effet fait valoir, en adressant deux siècles jour pour jour après le traité de PARIS du 20 novembre 1815, une demande officielle d'accord et d'adhésion aux Secrétaires Général et Général adjoint aux affaires juridiques de l'ONU.

(pièce adressée sur demande : La Saisine officielle de l'ONU/ Rupture diplomatique et demande de représentation à l'ONU du vendredi 20 novembre 2015)

Il s'agit d'un acte juridique international officiel nouveau et produisant effet immédiat.

A compter de cette date, l'ensemble des procédures administratives ou judiciaires françaises doivent être suspendues à défaut d'un accord international dont seul le Président de la république et les populations concernées représentée par le Conseil National du Sénat de Savoie et le Prince Aimone di SAVOIA-AOSTA Héritier officiel de la Maison de Savoie.

Pour mémoire :

La Savoie a été annexée à la France impériale par deux traités coloniaux et indignes signés à TURIN le 24 mars 1860.

S'agissant du traité territorial d'annexion, il n'a pas été enregistré à l'ONU pour retarder le processus de décolonisation obligatoire intrinsèque à la création de l'ONU.
(Copie de la lettre de l'ONU jointe à ce courrier)

- Cette violation de l'article 102 de la Charte a finalement été admise et ainsi démontrée par trois réponses gouvernementales successives publiées au JO de l'Assemblée nationale sous les références. *(6 avril 2010, 13 novembre 2012, 11 juin 2013 réponses officielles de la REPUBLIQUE FRANCAISES/Traité de 1947 et abrogation du T de 1860.)*

Bien que sanctionnée et fermement rappelée à ses OBLIGATIONS internationales par la CPIJ de LA HAYE par arrêt de règlement (faisant Loi) du 7 juin 1932 (Affaire dite des zones franches de (Hte) Savoie) à la demande de la Confédération Helvétique, la REPUBLIQUE FRANCAISE a violé en récidive le Traité mondial de Paix et de décolonisation italienne signé à PARIS le 10 février 1947.

S'agissant de ce dernier Traité en vigueur (ONU I-747) : En l'absence de notification valable, préalable et impérative du Traité de 1860 (désormais prohibé par l'ONU et contraire à l'art 44§1 ordonnant sa suppression), aucun enregistrement n'a été possible et l'article 44§3 tient expressément pour abrogé le Traité de TURIN base fondamentale de toute autorité et légitimité française sur les territoires de la Savoie et de Nissa.

A présent et pour impression :

- La Savoie et ses habitants ont été publiquement avisés par Monsieur Roland AVRILLON Doyen Président du Conseil national et ancien combattant décoré, des effets juridiques de cette abrogation par voie d'affichage et ce, à compter du 11 novembre 2014 date du centenaire de la commémoration de la mort de dizaines de milliers de savoyards mobilisés, incorporés, expédiés aux pires endroits du front, en avance et surtout en violation criminelle ouverte et impardonnable de leur neutralité.

Je vous demande en conséquence de procéder à un classement sans suite.

A défaut je vous demande la transmission du dossier au tribunal qui a fait semblant d'examiner mon cas soit disant le dernier et devra en répondre.

La responsabilité personnelle et pénale de tout fonctionnaire ou agent putatif est engagée en cas de poursuite d'un recouvrement illégal même sur la base d'ordres hiérarchiques illégaux et réitérés je vous le rappelle et vous le signale fermement.

J'ajoute que la jurisprudence de la Cour Européenne de Justice interprétant et appliquant la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme a sanctionné et interdit l'obligation d'avoir préalablement à payer une amende routière pour pouvoir la contester et faire valoir ses droits en Justice;

Le procédé a été jugé non conforme à son art. 6 ; étant bien précisé que la saisine de l'ONU en date du 20 novembre 2015 rend inopérante à l'égard de la Savoie et de ses populations et automobilistes toute suspension des garanties de cette convention sollicitée ou appliquée sur le reste du territoire national français en raison de l'état d'urgence.

En toute hypothèse et si par impossible ou par zèle et aveuglement administratif vous persistiez dans vos prétentions de recouvrement :

Je vous prie de noter mon OPPOSITION ADMINISTRATIVE et ma demande d'audiencement auprès du Tribunal de proximité de qui a juridiction pour explications. Il y sera versé la présente protestation motivée.

Il y sera dénoncé judiciairement la pratique économique mais non juridique et illégale française de rendre des décisions judiciaires nominatives sans avertissement ni convocation du contrevenant présumé.

Il y sera surtout demandé qu'il y soit plaidé par un *avocat spécialisé en DROIT INTERNATIONAL que devra me fournir d'office la juridiction dans le cadre d'une commission obligatoire* (cf Arrêt de cassation de la chambre criminelle dans les affaires Jacques MAGNIN c/ MP et Benoit LEDOUX c/ MP) ; les quatre étages cumulatifs d'argumentation juridique démontrant la nullité absolue de l'entière procédure et de vos actes par eux rédhibitoirement viciés, inopérants et inopposables en Droit.

C'est pourquoi et en conclusion je vous remercie de me répondre ou de transmettre au tribunal à défaut de classer sans suite ce PV ou décision judiciaire qui au fond et dans cette forme est inepte en plus qu'être dérisoire au regard des fautes criminelles commises en Droit international par les gouvernements français successifs sur ce territoire.

Croyez, Messieurs, en mes sentiments savoisiens les meilleurs.

Signature



ACTE DÉCLARATIF
À PRESENTER et REMETTRE
PRÉALABLEMENT



À TOUS AGENTS ADMINISTRATIFS,
FISCAUX ET DE LA FORCE PUBLIQUE FRANÇAIS
EN CAS DE CONTRÔLES ET/OU VERBALISATIONS
SUR LE TERRITOIRE DE SAVOIE ET PAYS NIÇOIS



La Savoie, dans ses limites actuelles, et le Pays Niçois, arrondissement actuel de Nice sont, **indiscutablement** un Territoire International en vertu du Traité de TURIN du 24 mars 1860 et du Sénatus-consulte (Décret impérial) du 12 juin 1860 divisant, respectivement, ce Territoire en 2 départements et arrondissement afin d'en permettre la régie par les administrations françaises.

Ce Traité international constituant la base légale évidente de toute autorité administrative, policière, militaire et judiciaire de la France en Savoie et en Pays Niçois ;

Sa validité est incontestablement une condition préalable à la régularité de tout acte engagé « sur le territoire national » par un agent ou service d'une Administration française ;

OR,

LA SAVOIE ET LE PAYS NIÇOIS NE PEUVENT PLUS ETRE CONSIDÉRÉS, AU SENS DE L'ADMINISTRATION DE LA FRANCE ET DE SA FORCE PUBLIQUE, COMME DES DEPARTEMENTS ET ARRONDISSEMENT FRANÇAIS ;

EN EFFET :

1°) Ce traité d'annexion territoriale, administrative et militaire n'a pas été enregistré par la France (Min. Aff. Etrangères) auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et ce, en violation de l'article 102 de la Charte de l'ONU ratifiée par la France le 31/08/1945 et entrée en vigueur le 24/10/1945.

2°) Ce traité du 24/03/1860 est surtout juridiquement, «tenu pour abrogé» en vertu des dispositions expresses des articles 44 § 2 et §3 du Traité postérieur de PARIS du 10 Février 1947 dont la France est non seulement signataire, mais dépositaire auprès de l'ONU.

C'est donc pourquoi, LE DECLARANT, préalablement à tout contrôle, notification et /ou verbalisation, EMET TOUTE RESERVE SUR LA LEGITIMITE DES DELEGATIONS DE POUVOIR DES AGENTS ADMINISTRATIFS ET DE LA FORCE PUBLIQUE FRANÇAIS qu'il s'agisse d'un acte administratif, fiscal ou de police.

LA CHARGE DE LA PREUVE DE LA LEGITIMITE DES INTERVENTIONS ADMINISTRATIVES, FISCALES ET DE POLICE sur le Territoire International de Savoie et de Nice incombe aux autorités et agents concernés. A défaut pour la France et ses Administrations centrales et territoriales (Savoie et Nice) **de rapporter la preuve formelle que la Savoie et le Territoire de Nice, font encore partie intégrante du territoire national en vertu d'un traité en vigueur ET non abrogé, les contrôles ou les poursuites** exercés devant une juridiction française et sur la base du Droit français *sont entachés de nullité et engagent la responsabilité des Administrations françaises et de leurs agents dès lors qu'aura été porté à leur connaissance cette nullité absolue ;*

C'EST POURQUOI JE REFUSE DE SIGNER PUREMENT ET SIMPLEMENT TOUT DOCUMENT, AVIS OU PROCES VERBAL S'IL NE MENTIONNE PAS LA TENEUR DU PRÉSENT ACTE DÉCLARATIF QUI RAPPELLE LES DROITS FONDAMENTAUX de la SAVOIE et de NICE

Nous vous recommandons la lecture des excellentes prises de positions du site de la gendarmerie :

<http://www.profession-gendarme.com/?s=covid>



AVIS À LA POPULATION

Ordre de désobéissance générale de banissement des drapeaux français et de résistance à l'oppression

ART.I/ CONSIDERANT L'ARRET DE REGLEMENT de la CPIJ (Cour Permanente Internationale de Justice) de **LA HAYE** rendu le **7 JUIN 1932** (Art. dite «des Zones franches de Hte Savoie») condamnant la République française pour violation du Traité de paix de la première Guerre mondiale et la rappelant à ses obligations de strict respect envers les droits internationaux pluriséculaires de la Savoie et attachés à ses populations (pages 73 & suiv. de la décision).

ART.II/ CONSIDERANT que le **TRAITE d'ANNEXION de la SAVOIE & NIZZA**, signé à **TURIN** le **24 MARS 1860** officiellement **SUSPENDU** du 10 juin 1940 au 1er mars 1948 est aujourd'hui, de par sa nature militaire et territoriale et son but colonial, strictement **PROHIBÉ** par le Droit international en vigueur et les Nations Unies.

ART.III/ CONSIDERANT que ce Traité d'annexion de 1860 est en outre cumulativement **CADUC, ABROGE** et **SUPPRIME**:

Le Traité de PARIS du 10 Février 1947, Traité de règlement de la seconde Guerre mondiale ET de décolonisation, en ordonnait une notification dans le délai préfixe de 6 mois; mentionnait expressément sa **SUPPRESSION** pour incompatibilité (art 44§1.2) mais il prévoyait surtout, en cas de **défaut de notification** ou de son **non-enregistrement** à l'ONU (art. 44§2), son **ABROGATION pure et simple** (art. 44§3).

ART.IV/ CONSIDERANT que Monsieur **AVRILLON**, Doyen-Président du Conseil national du Nouvel Etat de Savoie, a sollicité des explications que ni la République Française, ni aucun de ses Ministères, administrations, fonctionnaires, agents ou élu français, n'ont su ou peuvent fournir puisque **TROIS REPONSES DE LA FRANCE OFFICIELLES CONTRADICTOIRES**, à chaque fois partielles et mensongères ont été publiées par **DES SERVICES DIPLOMATIQUES DE LA FRANCE** finalement penauds car exécutés par l'effet de leur propre note verbale confirmant l'abrogation et la mauvaise foi (J.O. n°76121/2010; 10106 & 29249/2013).

Qu'en date du 11 NOVEMBRE 2014, il a invité les populations de Savoie et Haute-Savoie au recueillement jusqu'à Noël et dénoncé la mobilisation puis l'incorporation illégale ayant conduit au génocide et aux morts scandaleuses de milliers de dizaines d'autochtones savoyards et savoyards; engagés de manière injuste par le Haut commandement militaire français, en violation flagrante et prouvée de la neutralité de leur Pays de naissance héritage des ancêtres.

ART.V/ EN CONSEQUENCE : LES DRAPEAUX FRANÇAIS FLOTTANT SUR LES EX-DEPARTEMENTS FRANÇAIS 73 et 74 SONT DONC BANNIS et DOIVENT ETRE DESCENDUS, REPUES ou immédiatement RENDUS à la Présidence de la République Française, aux autorités préfectorales ou auprès des gendarmeries françaises; putatives.

ART.VI/ EN CONSEQUENCE : LA DESOBEISSANCE GENERALE au plan MILITAIRE est DECRETEE. Elle est préconisée au plan fiscal et fermement recommandée au plan administratif.

ART.VII/ EN CONSEQUENCE : TOUTES LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES, les Associations et Groupements de toutes natures, agissant, séjournant ou circulant sur le territoire réuni de la Savoie historique ou de Nizza, doivent vérifier la pertinence, la portée et faciliter la **DIFFUSION GENERALE** y compris par voie d' **AFFICHAGE PUBLIC** du présent ACTE de **RUPTURE DIPLOMATIQUE** valant **AVIS PUBLIC OFFICIEL** de **BELLIGERANCE**. Tous documents, actes et courriers officiels émanant de la République Française ou de délégataires de ses services publics sont définitivement entachés de nullité.

ART.VIII/ TOUTS LES FONCTIONNAIRES, ELUS et AUXILIAIRES DE JUSTICE français, en Savoie et à Nizza, sont sommés de se conformer au Droit international en vigueur, à défaut ils engagent leurs responsabilités personnelles. Des poursuites et sanctions judiciaires ultérieures, des procédures d'empêchement seront engagées à leur encontre en fonction de la gravité de leur collaboration active et singulière au maintien d'un système français de Lois et règlements manifestement illégal et d'évidence putatif.

ART.IX/ LE RECOURS A LA FORCE et **A LA RESISTANCE ARMEE** (en cas d'agression de pression de menaces ou d'atteintes graves envers les personnes ou leurs biens), sur la base de textes tricolores ou européens **SONT AUTORISES** dans la juste mesure et dans le strict cadre du Droit à la décolonisation ayant abouti à la proclamation par l'ONU en 2011 de la **DECENNIE INTERNATIONALE DE L'ELIMINATION DU COLONIALISME (A/RES/65/119)**;

Sur l'ENTIER TERRITOIRE historique: A compter du 26 Décembre 2014, lendemain du jour symbolique de Noël de l'an 2014, seront rendus publics, diffusés et téléchargeables sur internet, les actes officiels de saisine des organes principaux «de l'ONU (Chapitre III : articles 7 & 8 de la Charte des Nations Unies adoptée le 26 juin et entrée en vigueur le 24 octobre 1945) chargés statutairement du respect et de la mise en oeuvre pratique du **DROIT A L'AUTODETERMINATION des PEUPLES** et à leur **DECOLONISATION**».

ART.X/ Dans un CONTEXTE MONDIAL DE TENSIONS INTERNATIONALES GRAVES et **MILITAIRES**; de crises financières économiques et sociales gravissimes ou irréversibles; les mensonges généralisés et la corruption écœurent les peuples qui sont conscients de cette toujours méprisante dérive qui consiste à les réduire par l'ignorance de leurs droits.

En RUPTURE : **LE DROIT INTERNATIONAL**, LA VERITE, L'INTEGRITE ET LA PROBITE, LA CONSCIENCE et LA FIERTÉ
D'UNE MOBILISATION GENERALE!



■ VÉRITÉ ■ INTÉGRITÉ ■ FIERTÉ ■ LIBERTÉ

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE: UNITED NATIONS, N.Y. 10017
CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE: UNITED NATIONS NEW YORK

Le 15 décembre 2009

Monsieur,

Vous avez demandé à la Section des traités du Bureau des affaires juridiques de l'Organisation des Nations Unies, par lettre en date 8 décembre 2009, de vous confirmer si les trois accords mentionnés ci-dessous entre la France et l'Italie ont été enregistrés auprès du Secrétariat des Nations Unies :

Traité de limites et de juridiction entre la France et la Sardaigne du 24 mars 1760

Traité de cession de la Corse à la France par la République des Génois du 15 mai 1768

Traité relatif à la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice à la France du 24 mars 1860

Les traités mentionnés ci-dessus n'ont jamais été soumis à la Section des traités pour son enregistrement.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Sincèrement votre,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'E. Rosenboom'.

Elisabeth Rosenboom
Chef de la Section des traités
Bureau des affaires juridiques